

Copenhague, un sommet sous urgence climatique

Une négociation compliquée s'ouvre, autour de trois questions clefs : les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre de chacun, le financement de la nécessaire révolution énergétique, et la volonté ou non des Etats d'accepter des contraintes.

Copenhague attend quelque 50.000 visiteurs, dont 85 chefs d'Etat pour le sommet sur le climat qui s'ouvre lundi jusqu'au 18 décembre. Yvo de Boer, secrétaire général de la Convention sur les changements climatiques, espère qu'il marquera un tournant dans la lutte internationale contre le réchauffement de la planète : *" La science le réclame, le monde économique l'encourage, et les futures générations l'exigent"*, répète-t-il aux chefs d'Etat qui doivent s'accorder sur le futur du protocole de Kyoto.

Premier outil mondial négocié pour préserver le climat, ce protocole de 1997 engage les pays industrialisés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5 % en 2012 par rapport à 1990. Malheureusement, seule l'Union européenne le respecte. Désormais, il faut donc non seulement prévoir l'après-2012, mais surtout réagir aux nouvelles données scientifiques. Publié en 2007, le dernier rapport du groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) explique qu'au delà d'une hausse de température de 2 °C, les impacts pour l'environnement mondial, l'approvisionnement en eau et en nourriture deviendront insoutenables et déstabiliseront des régions parmi les plus peuplées du monde.

Donner un prix au CO2

Or, pour espérer stabiliser la température, il faudrait diviser par deux les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Comme les pays industrialisés émettent entre 5 et 10 fois plus que les Indiens par exemple, ceci suppose qu'ils diminuent les leurs de 80 %, en passant par un palier compris entre -25 % et -40 % en 2020. Mais les grands pays émergents doivent aussi commencer à adopter un développement plus " propre ".

A Copenhague, il faut donc se mettre d'accord sur une véritable révolution énergétique, ce qui passe par la nécessité de donner un prix à un bien collectif : la tonne de CO2 émise ou plutôt évitée. Or, si chacun est conscient des enjeux planétaires, tous les Etats en craignent les conséquences financières. Les discussions vont se nouer autour de trois questions majeures : les efforts de réduction des émissions, les financements, et la volonté ou non d'aller vers un accord international transparent, contrôlable et contraignant. Pour chaque Etat, cela signifie en clair : investir chez soi pour changer ses modes de consommation, favoriser l'émergence d'un prix du CO2 et consacrer une part de cette nouvelle finance à l'aide aux pays les plus pauvres, .../...

et, enfin, accepter une certaine limitation de sa souveraineté en admettant d'éventuels rappels à l'ordre de l'ONU. Rien de simple !

Où en est-on à deux jours de l'ouverture de la conférence ? Sur les objectifs de réduction des émissions, le compte n'y est pas. L'ensemble des propositions mises sur la table par les pays développés aboutit à une fourchette de réduction de 12 % à 16 % par rapport à 1990, loin de ce que prône le GIEC et de ce qu'attendent les pays en développement. En outre, beaucoup de propositions sont conditionnelles, du type : " J'y vais, si tu y vas "... Les Etats-Unis et la Chine, responsables de 40% des émissions planétaires, sont ainsi engagés dans ce jeu de poker. Il est impossible au président des Etats-Unis de conclure un engagement fort si la Chine ne donne pas de gages sur son entrée dans le jeu. Cette dernière a promis un effort pour diminuer son intensité énergétique, mais pas davantage.

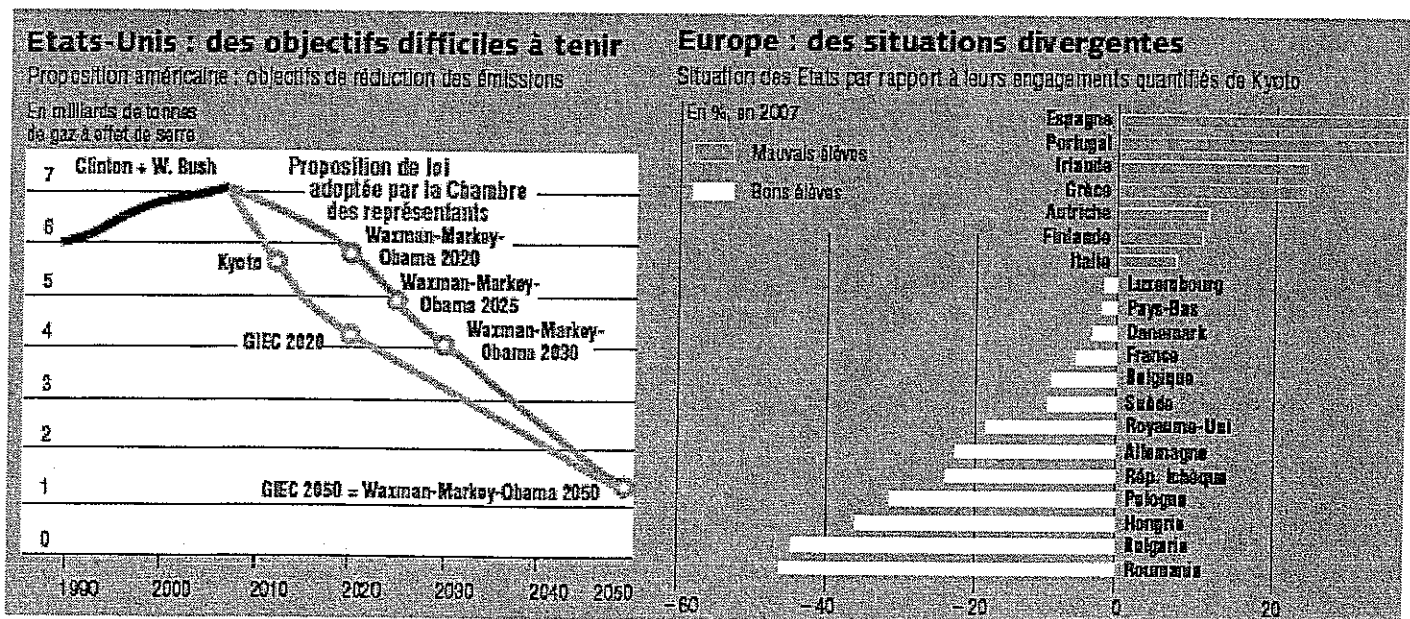
Au final, Yvo de Boer espère obtenir un " accord clair ", d'abord pour réaffirmer la volonté de tous de ne pas réchauffer l'air de plus de 2° C, qui soit décliné en objectifs chiffrés pour les nations industrialisées et en mesures politiques fortes de lutte contre le gaspillage et la déforestation des pays en voie de développement pour infléchir leurs émissions.

Le délicat chiffrage des besoins

Le deuxième enjeu porte évidemment sur la question des financements. Une discussion clef, qui oppose le Sud au Nord, les premiers réclamant au second une augmentation significative de l'aide publique au développement. Le chiffrage des besoins est délicat : d'au moins 100 milliards de dollars par an d'ici à 2030, à trouver essentiellement sur les marchés privés, dont la vente de permis d'émission de CO2 négociables, mais aussi par une hausse de l'aide publique. Pour trouver de l'argent frais, la France propose d'instituer une taxe Tobin sur les transactions financières.

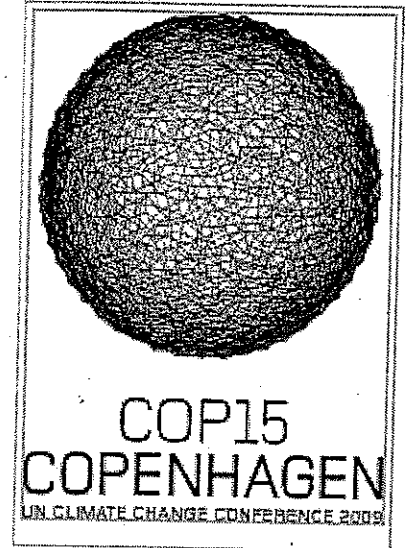
Enfin, toute la question est de savoir si les grandes puissances, Etats-Unis et Chine, accepteront un traité contraignant (voir ci dessous). Les espoirs de parvenir à un Kyoto bis sont déjà abandonnés, tant de questions restent en suspens, mais tout le monde espère mieux qu'une simple déclaration politique. Yvo de Boer fera tout pour obtenir une " décision rattachée à la Convention sur les changements climatiques ", ce qui vaudrait comme un engagement international d'application immédiate. Quitte à renvoyer la finalisation d'un traité " Kyoto + " dans la lancée en 2010. Chacun espère que c'est au moins le message d'espoir qu'apportera Barack Obama lors de sa visite le 9 décembre prochain à Copenhague : une promesse que les Etats-Unis accepteront pour une fois le jeu multilatéral de l'ONU.

ANNE BAUER, Les Echos



Conférence de Copenhague de 2009 sur le climat

La **conférence de Copenhague** a été la 15^e « Conférence des parties » (COP 15) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Elle s'est tenue à Copenhague (Danemark), du 7 au 18 décembre 2009. Conformément à la feuille de route adoptée en 2007 lors de la COP 13, elle devait être l'occasion, pour les 192 pays ayant ratifié la Convention, de renégocier un accord international sur le climat remplaçant le protocole de Kyoto, initié lors de la COP 3 en 1997 et dont la première étape prend fin en 2012. Cette COP 15 était également la MOP 5, soit la 5^e réunion annuelle depuis l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto en 2005.



Quinzième édition du sommet annuel des représentants des pays ayant ratifié la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique, la COP 15 a abouti au « *premier accord réellement mondial* » (selon le secrétaire général de l'ONU) visant à limiter et réduire les émissions de gaz à effet de serre pour ne pas dépasser une augmentation moyenne de 2 °C en 2100 par rapport à l'ère pré-industrielle, soit 1850 (et non pas à 1,5 °C comme le souhaitaient vivement les représentants des pays insulaires (AOSIS) et le G77 et la Chine et l'ALBA.

Cet accord n'est pas juridiquement contraignant, car il ne cite pas le protocole de Kyoto (comme le souhaitaient les pays insulaires, les plus menacés). Il n'est en outre pas assorti de dates-butoirs ni d'objectifs quantitatifs alors que pour stabiliser la hausse de températures à 2 degrés par rapport à l'ère pré-industrielle, les pays industrialisés doivent réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre avant 2020. A l'heure actuelle (fin décembre 2009), le cumul des objectifs négociés ne dépasse pas les 20 %. Chaque pays s'est engagé à formuler avant fin janvier 2010 ses objectifs de baisse d'émission de gaz à effet de serre pour l'horizon 2015-2020. Certains pays en développement ont néanmoins accepté de mettre en œuvre des mesures d'atténuation et de lutte contre la déforestation, au niveau national, et de publier un bilan bisannuel de ces efforts tandis que les pays riches ont accepté de consacrer annuellement (de 2020 à 2100) 100 milliards de dollars américains aux pays en développement.

Source : Wikipedia

Le contenu de l'accord

Objectif. La hausse de la température moyenne de la planète devra être contenue en dessous de 2°C par rapport aux niveaux pré-industriels. Mais le texte ne chiffre pas le niveau d'ambition exigé par les climatologues, la division par deux des émissions polluantes d'ici à 2050, et oublie aussi de fixer un pic des émissions. Fin janvier, les pays industrialisés devront communiquer leurs objectifs et les pays en développement annoncer les actions. Le texte appelle à la mise en place du nouvel accord d'ici à 2015.

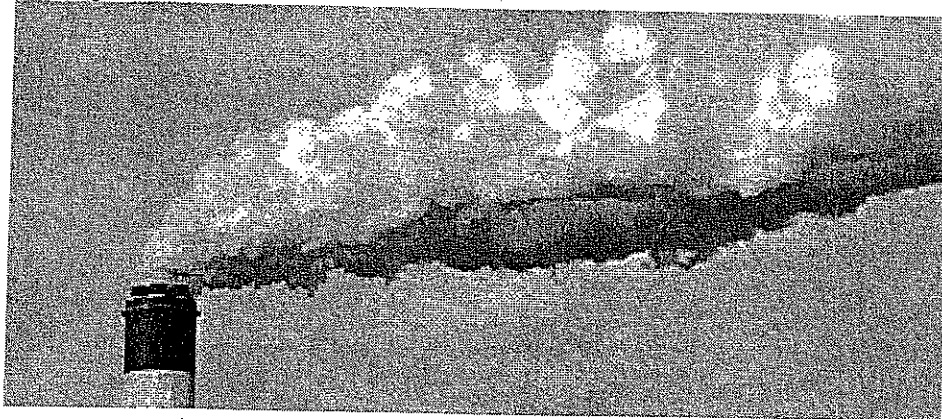
Règles. Les engagements des pays industrialisés devront être « *mesurables, notifiables et vérifiables* ». Les pays en développement rendent publiques tous les deux ans les informations sur leurs politiques nationales. Dans le respect de leur souveraineté, leurs actions sont ouvertes à consultations et analyses internationales. Seules les mesures bénéficiant d'un soutien international, financier ou technologique, seront soumises aux règles de vérification.

Financement. Quelque 30 milliards d'euros sont prévus sur trois ans (2010-2012) pour les pays les plus vulnérables. Ensuite, les pays développés s'engagent à mobiliser progressivement jusqu'à 100 milliards de dollars.

Climat : Copenhague, sommet des attentes déçues

L'enjeu avait beau être de taille, les chefs d'Etat réunis à Copenhague du 7 au 18 décembre ne sont parvenus qu'à un accord a minima. Certes, le principe d'une limitation à 2°C de la hausse de la température mondiale est entérinée. Mais aucun objectif de réduction d'émission de gaz à effet de serre ni aucune possibilité de sanction sur les Etats ne jouant pas le jeu ne sont prévus. Au-delà de la question climatique apparaissent les limites d'un système de gouvernance mondiale obsolète.

Bloomberg



Après douze jours de ballets diplomatiques, deux journées de négociations avec 120 chefs d'Etat du monde entier, la conférence s'est achevée le 18 décembre par un accord a minima. Les pays ont jusqu'au mois de janvier pour afficher leurs objectifs, mais aucune contrainte juridique ne pèsera sur eux.

Le Climat dans tous ses Etats

Premier accord mondial sur la préservation du climat, le protocole de Kyoto adopté en 1997, avait obtenu que les pays industrialisés s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effets de serre (GES) de 5% par rapport à 1990 d'ici à 2012. Mais à deux ans de l'échéance seule l'Union européenne a tenu cet engagement. Tandis que - rançon d'une croissance formidable des pays comme la Chine ou l'Inde - ont vu leur pollution exploser. Au point qu'il y a désormais urgence à diviser par deux les émissions de GES d'ici à 2050 pour espérer stabiliser la température mondiale, avertissent les scientifiques appelés au chevet de la planète. Etat des lieux.

Les Etats se renvoient la responsabilité de l'échec du sommet de Copenhague

La conférence sur le changement climatique s'est terminée samedi après-midi en prenant note d'un texte aux ambitions limitées. D'ici à janvier, les pays doivent afficher leurs objectifs, mais aucune contrainte juridique ne pèsera sur eux.

JULIE CHAUVEAU
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE À COPENHAGUE.

La conférence des Nations unies ne restera pas dans l'histoire comme le moment fort des négociations sur le changement climatique. Mais plutôt comme le symbole de l'impuissance des Etats à se fixer des objectifs réellement contraignants de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre. Après douze jours de ballets diplomatiques, deux folles journées de négociations avec 120 chefs d'Etat du monde entier - une première mondiale en dehors de la conférence annuelle de l'ONU -, la conférence s'est achevée samedi après-midi par une pirouette. Incapable d'obtenir une adoption formelle par consensus selon les règles des Nations unies - la déléguée de Grenade a même brandi sa main couverte de sang pour protester -, le président a fini par proposer que la Conférence des parties « *prenne note* » de l'accord de Copenhague négocié par 28 chefs d'Etat vendredi dans la nuit. Deux petites pages de texte et deux tableaux encore vides dans lesquels les Etats doivent d'ici à janvier afficher leurs ambitions. « *Ce n'est peut-être pas tout ce que nous espérions, mais cette décision est une étape essentielle* », a estimé le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon. Samedi matin, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, avait reconnu, amer, que « *le niveau d'ambition espéré n'avait pas été atteint* », mais insistait sur le fait que pour la première fois les pays développés ne sont pas les seuls à chiffrer leurs efforts.

Promesses non tenues

Accord diplomatique vidé de sens ou accord qui permet réellement de réduire les émissions de gaz à effet de serre ? Il y a deux ans à Bali, la conférence avait fixé une feuille de route avec pour ambition de prolonger le protocole de Kyoto et de donner une nouvelle vie à la convention des Nations unies, le seul instrument ratifié par les Etats-Unis. Mais à l'époque, les grands émergents refusaient de chiffrer la moindre politique de transformation de leur utilisation de l'énergie et les fonds promis ne sont jamais arrivés pour aider les pays en développement à s'adapter à l'évolution du climat.

Copenhague devait être le moment où les Etats-Unis entraient officiellement dans le jeu, permettant de construire un accord international légalement contraignant et scellant la

.../...

participation des grands pays émergents. Problème, dès vendredi matin, le paragraphe prévoyant une contrainte légale a été supprimé. Et l'idée de comparabilité des efforts entre les pays développés n'a même jamais vraiment été sur la table, raconte un négociateur. C'est finalement le système anglo-saxon, où chacun affiche des ambitions qui seront par la suite passées en revue, qui a été adopté, sans aucune contrainte à la clef. Rappelons que le protocole de Kyoto prévoyait des punitions pour ceux qui ne rempliraient pas leurs objectifs. Mais sa première période d'engagement prend fin en 2012... et nombre d'Etats comme le Canada et l'Australie n'ont pas fait leur travail. « *Indiens et Chinois ont refusé toute référence à une baisse de 50 % des émissions de CO2, ce n'était pas négociable* », regrettait José Manuel Barroso, tandis que Nicolas Sarkozy se félicitait de l'objectif de limiter le réchauffement à 2 ° C. Un chiffre déjà inscrit dans le texte du G8 de L'Aquila en juillet 2009, mais désormais repris dans un texte multilatéral. « *La convention de 1992 disait déjà qu'il faut éviter un réchauffement dangereux pour l'homme, ce que représente l'objectif de deux degrés* », ironisait tristement un délégué européen, rappelant que les climatologues ont donné juste 20 ans à la communauté internationale pour commencer à réduire le niveau mondial d'émissions. « *Les promesses affichées jusqu'à présent aboutiraient à un réchauffement de 3,5 degrés* », lâchait le député européen Yannick Jadot sur le chemin du retour.

D'ores et déjà, les Occidentaux promettent de l'argent à court terme. Mais le flou reste complet : les Etats n'en profiteront-ils pas pour rediriger vers le climat des aides déjà fléchées pour l'aide au développement ? La gouvernance du fonds vert annoncé, qui pourrait être placée sous l'égide de la Banque mondiale, devra être surveillée de près. Les Etats-Unis, qui avaient promis de remplir leur « juste part » dans le financement rapide, n'apporteront que 3,5 milliards d'euros d'ici à 2012 alors qu'Européens et Japonais promettent respectivement 10 et 11 milliards.

La transformation de l'accord de Copenhague en traité international sera au coeur de la traditionnelle réunion intermédiaire de Bonn, siège de la convention climat avant la réunion de la prochaine conférence des parties à Mexico l'an prochain. Reste la mobilisation de la société civile pour convaincre les chefs d'Etat de respecter leurs promesses.

Les déclarations les plus fortes

« C'est comme si on nous offrait trente pièces d'argent pour trahir notre peuple et notre avenir. » « L'accord n'est pas parfait », mais c'est « le meilleur accord possible ». « S'il est nécessaire de faire un sacrifice, le Brésil est disposé à mettre de l'argent sur la table pour venir en aide aux autres pays. [...] Nous avons encore des pauvres, la Chine, l'Inde ont encore des pauvres. Mais ce que nous voulons, c'est travailler ensemble, riches et pauvres, et sortir d'ici avec fierté. » « Pour la première fois dans l'histoire, toutes les grandes économies en sont venues ensemble à assumer leurs responsabilités. Le plus important que nous avons commencé à accomplir, c'est la construction de la confiance entre pays développés et pays en développement. »

L'Europe « leader dans les ambitions, pas dans les discussions »

Les dirigeants européens sont restés unis et ont bataillé ferme. Tous admettent leur déception.

Décus, les ONG ont tiré à boulets rouges sur le manque de leadership de l'Union européenne, en soulignant qu'elle n'avait pas sorti une carte maîtresse dans son jeu : le passage de 20 % à 30 % à l'horizon 2020 de ses émissions de gaz à effet de serre. Mais, comme l'a fait remarquer le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, « *personne ne nous l'a demandé, bien au contraire... d'ailleurs notre offre de passer à 30 % si les engagements pris ailleurs sont importants est ouvertement sur la table depuis six mois* ». Tout en convenant que l'accord ne répond pas aux ambitions européennes, le commissaire a souligné que l'Union européenne, seule à s'être doté d'une législation contraignante pour baisser les émissions et à respecter les engagements de Kyoto, avait quand même tiré vers le haut la conférence : « *Nous étions leaders dans les ambitions, pas dans les discussions pour baisser le niveau d'engagements.* »

Comme le résume Brice Lalonde, ambassadeur pour la France sur le climat, « *l'Union européenne a dix ans d'avance dans la conscience climatique, les ONG bien davantage encore, mais ce n'est pas le cas du reste du monde* ». Tous les leaders européens se sont d'ailleurs déclarés déçus mais satisfaits d'avoir réussi à faire monter tous les pays à bord du navire. Ils le doivent beaucoup à Gordon Brown, très actif auprès des pays du Commonwealth et à Nicolas Sarkozy, qui, avec son ministre de l'Environnement, Jean-Louis Borloo, a mené une diplomatie intense pour bâtir un axe fort avec les pays africains et le Brésil, afin de contrer le peu d'appétit de la Chine et de l'Inde pour la cause du climat. Cette alliance a permis de les retenir, en leur rappelant que s'ils quittaient la table des négociations, la première lésée serait l'Afrique, qui attend impatiemment les aides promises par les « pollueurs historiques » pour lutter contre le changement climatique. Mais les différences culturelles restent fortes. Comme l'a remarqué le président Lula, « *j'ai été élu sur la base d'un programme simple : permettre à mes citoyens de manger trois fois par jour* ».

Avec les honneurs

Pour l'Europe, la bataille est donc à moitié perdue, mais avec les honneurs. Même s'il dénonce un « *accord consternant* », l'écologiste Nicolas Hulot a ainsi salué une « *diplomatie française en pointe* ». Pour Nicolas Sarkozy, deux points essentiels ont été sauvés : la hausse maximale à 2° C de température et le principe de financements innovants pour la lutte contre le changement climatique. Deux autres ont été perdus : l'engagement chiffré de 50 % de réduction d'émissions en 2050, la création d'une Organisation mondiale de l'environnement. Au moins ses homologues sont-ils convenus dans son bureau que l'Union européenne pourrait faire avancer le dossier en se dotant elle-même d'une organisation européenne de l'environnement pour superviser le plan climat des Vingt-Sept. Mais c'était dans le feu de la discussion, vendredi soir après 24 heures de négociations harassantes...

L'ONU, un système à bout de souffle

Le chaos des négociations, sauvées in extremis en confiant les travaux de la conférence à un petit groupe de pays contre la règle onusienne de l'unanimité, montre que l'ONU doit changer ses méthodes de travail.

Tout ça pour ça ! Le résultat n'est pas à la hauteur des espoirs soulevés et sans joie, en clôture de conférence, chacun s'interrogeait samedi sur les responsabilités. A qui la faute ? Aux Etats-Unis, dont on attendait tant après dix-sept ans d'absence du protocole de Kyoto ? A la Chine, qui s'abrite à l'ONU dans le groupe des pays en développement alors qu'elle devient la deuxième puissance mondiale ? A l'Europe, qui n'arrive pas à affirmer son leadership ? Aux pays en développement, divisés, coincés dans une posture de surenchère permanente et peu dignement représentés par le Soudan lors de cette conférence ? Ou tout simplement à un système onusien à bout de souffle ? Jamais, des chefs d'Etat n'avaient été à ce point obligés de faire le travail normalement dévolu aux diplomates pour rédiger in extremis un texte cohérent. « *Le processus de décision onusien est arrivé à ses limites* », a dénoncé Nicolas Sarkozy, avant d'ajouter que « *ne jamais voter, vouloir tout adopter par consensus, rester organisé sur la base du monde du XXe siècle, cela conduit à donner le pouvoir au seul qui pose son veto contre la volonté de tous les autres d'avancer* ». Au nom du principe un pays, une voix, l'ambassadeur du Soudan a ainsi tenu tête à Barack Obama, Gordon Brown, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, et à leur grand énervement. Pour ce dernier, de même que le G8, à bout de souffle, a fait place au G20, l'ONU est bloquée, faute de donner aux pays émergents un rôle adéquat.

De fait, si un petit groupe de pays n'avait pas repris en main les négociations, la conférence aurait été au fiasco total, sachant qu'il a fallu deux ans aux diplomates pour ramener le texte pré-Copenhague de 400 à 100 pages ! Le théâtre du Bella Center a prouvé à quel point le système de représentation onusien était déconnecté des réalités. Ainsi, le groupe G77 + Chine continue à voter de concert, en dépit d'intérêts complètement opposés. Quel est le point commun entre l'Arabie saoudite, qui vote contre tout de peur de vendre moins de pétrole, et la Papouasie - Nouvelle-Guinée, qui réclame une aide pour protéger ses forêts ?

Travail indispensable

Ces négociations ont aussi montré le nouveau poids pris par la Chine, désormais assez sûre d'elle pour casser l'ancien axe entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Avec l'Inde, c'est elle qui a mené le combat contre l'adoption d'une baisse globale mondiale des émissions de 50 % à l'horizon 2050 défendue par l'Europe et les Etats-Unis. De peur que cet objectif ne lui impose à l'avenir des efforts trop importants au regard de son développement économique.

Le travail de l'ONU est pourtant indispensable. Chargée d'alerter chacun des grands problèmes planétaires, c'est elle qui a créé le Groupe international d'experts climatiques (GIEC). Sans son travail et sa persistance, aucun pays ne serait venu à Copenhague avec des plans de réduction d'émissions de gaz à effet de serre ambitieux au vu des habitudes passées. Et comment s'en passer pour suivre les engagements de chacun, les traduire en droit international et espérer comme l'a souligné Barack Obama, que ce qui a été accompli à Copenhague ne soit pas la fin, mais un début ? Reste à trouver des méthodes de travail plus efficaces, qui fassent parfois fi du principe de l'unanimité...

Barack Obama et Wen Jiabao ont tiré les ficelles de la conférence

Les Etats-Unis et la Chine ont imposé leurs visions d'un accord mondial sur le climat sans contraintes. Mais Barack Obama reste lui-même dépendant de la position du Sénat américain sur les questions climatiques.

En prenant la parole lors de la séance plénière des Nations unies en début d'après midi vendredi, le Premier ministre chinois Wen Jiabao a commencé par envoyer un message direct à Barack Obama : la Chine est le premier producteur d'énergie éolienne, de photovoltaïque, le pays qui plante le plus d'arbres. Ostensiblement indifférent aux résultats de la négociation, il a promis que quoi qu'il arrive Pékin respecterait la promesse « *volontaire* » de réduire son intensité carbone. Face aux demandes répétées des Américains que les grands émergents prennent des engagements réellement contraignants, la Chine a refusé toute sortie de la ligne définie il y a deux ans à Bali, qui fait porter la responsabilité des émissions de CO2 aux pays développés.

« *L'heure est grave, le monde nous regarde. Je suis venu ici pour agir* », avait averti Barack Obama à la tribune officielle de la conférence... en précisant que son pays est le deuxième émetteur de CO2 (derrière la Chine). Lui aussi a promis d'agir quoi qu'il arrive. Mais, tenu par le projet de loi climat encore en discussion au Sénat et qui rencontre une opposition de plus en plus forte, il n'a pas répondu aux attentes des négociateurs et des ONG de relever son offre de réduction d'émission jugée insuffisante car elle correspond à une baisse de 4 à 5 % par rapport à 1990.

Ratification du traité

Dimanche matin, les observateurs ont noté avec espoir l'adoption prochaine de la réforme du système de santé américain qui devrait, espèrent-ils, laisser aux sénateurs américains le temps de se consacrer au projet de loi climat, dont le vote est prévu d'ici au printemps prochain. La loi américaine prévoit en effet que seul le congrès puisse ratifier un traité international. La mésaventure du président Clinton, qui avait entériné Kyoto, mais s'était vu refuser tout vote par le Sénat, est restée gravée dans la mémoire des équipes d'Obama, dont une bonne partie étaient déjà membres du cabinet de l'ex-président américain.

Dans le cadre de ce projet de loi, les sénateurs démocrates ont, s'ils le veulent, de la marge sur la manière de compter les émissions du secteur de la forêt, ce qui leur permettrait de faciliter l'achat de quantités importantes de crédits liés à des projets de lutte contre la déforestation. Mais ils peuvent aussi remettre sur le tapis la question de la protection aux frontières prévue dans le texte adopté à la Chambre des représentants. Une manière de tenter de convaincre le lobby des entreprises qu'il sera possible de lutter contre la concurrence de pays ne prenant pas suffisamment d'engagements en faveur de la lutte contre le changement climatique. Un sondage publié par le « Washington Post » et ABC News montre que 45 % des Américains approuvent sa manière de gérer le dossier climatique, contre 54 % en juin et 61 % en avril. Une descente rapide qui s'explique aussi par la montée du chômage américain.

La vérification des réductions d'émissions au menu des négociateurs

La question du contrôle et de la mesure des émissions de CO2 est au coeur des discussions sur l'accord politique de Copenhague. Chinois et Américains se renvoient la balle.

Pour rétablir la confiance entre les pays et les pousser à prendre des engagements sérieux, les négociateurs à Copenhague vont tenter, lors de la première semaine, d'avancer sur la manière dont les plans d'action et les politiques des pays seront contrôlés. Dans la nouvelle langue du climat, on a même inventé un acronyme pour évoquer le fait que les émissions de chacun seront mesurées, reportées et vérifiées, « MRV » (voir ci-dessous). En théorie, tous les pays qui ont ratifié la convention climat des Nations unies doivent avoir fait connaître la situation initiale de leur pays en 1990. Sur les 150 pays en développement, 136 ont fait le premier rapport (que l'on peut consulter sur le site de la convention climat), et seulement 12 en ont publié un second. Les Occidentaux, qui ont pris des engagements contraignants, sont quant à eux astreints à un rapport annuel. Ceux d'entre eux qui ne respecteraient pas leurs promesses se verront, en théorie, appliquer une sorte de punition. Ils devront augmenter leurs efforts de 30 % lors de la période d'engagement suivante, qui doit normalement commencer en 2012.

Problème : certains signataires du protocole de Kyoto, comme le Canada, ont déjà laissé filer leurs émissions, avec une progression de 35 % alors que l'objectif est de les réduire de 6 %. Et les Américains, qui n'ont pas ratifié Kyoto, refusent de se voir appliquer les règles spécifiques de surveillance propres à ce traité international que le gouvernement Obama refuse lui aussi d'endosser. A titre d'exemple, la mésaventure de la France est restée célèbre dans le petit milieu climatique. Paris a dû justifier devant les inspecteurs internationaux la manière dont elle comptabilisait les émissions dues... à l'élevage des porcelets, qui était différente des autres pays.

« Les Américains considèrent que leur propre projet de loi sur le climat sera vérifié par leur administration et qu'il faut leur faire confiance » raconte un expert, mais ils refusent de reprendre exactement les mêmes règles que Kyoto. En revanche, ils demandent à la Chine et aux grands émergents d'accepter un contrôle international sur les plans d'action mis en oeuvre et sur les résultats obtenus. Ce que les pays en développement refusent avec force, en mettant en avant le respect de leur propre souveraineté nationale. Certains craignent que, tout en leur demandant de présenter des plans d'action, la communauté internationale les soumette à des obligations strictes, de même nature que les plans d'ajustements structurels que le FMI exige en contrepartie de financements.

.../...

Pékin s'arc-boute

Le gouvernement chinois, qui a rallié la semaine dernière autour de lui les représentants sud-africains, brésiliens, et le Soudan, représentant du groupe des pays en développement (G77), affirme que seules les politiques ayant bénéficié d'une aide financière internationale, mais qui auront été décidées volontairement par les pays, pourront éventuellement être vérifiées. Le débat n'est pas loin d'être culturel, le gouvernement chinois ne voulant pas qu'une puissance extérieure puisse avoir un regard sur ses propres statistiques. Mais, font remarquer certains, Pékin n'a communiqué aux Nations unies que ses chiffres de... 1994.

En toile de fond de ces débats, le mécontentement monte contre la faiblesse des engagements occidentaux, dont l'ensemble des promesses ne permettrait de réduire les émissions « que » de 12 à 16 %, si l'on prend aussi en compte les émissions du secteur forestier. *« Même en prenant le haut de la fourchette, on est encore loin de ce que réclament les scientifiques pour éviter un réchauffement supérieur à deux degrés. De surcroît, ces promesses utilisent dans leur décompte le recours aux mécanismes de marché »*, affirment les représentants du think-tank français Iddri. Pour l'Europe, la promesse de baisser ses émissions de 20 % ne sera réalisée sur son territoire qu'à hauteur de 15 %.

J. CH.

Copenhague : les pays africains défendent le protocole de Kyoto

Tandis que certains pays développés aimeraient bien abandonner le protocole de Kyoto pour négocier un texte plus souple mais incluant les Etats-Unis, les Africains ont pris en otage la conférence, en soulignant qu'ils ne lâcheraient pas un texte existant pour des promesses.

**ANNE BAUER ET JULIE CHAUEAU
DE NOS ENVOYÉES SPÉCIALES À COPENHAGUE.**

Les organisateurs de la conférence sur le climat de l'ONU ont été totalement débordés par l'afflux de demandes d'inscription. Hier, une gigantesque file d'attente s'est constituée devant le centre des congrès. Elus, membres d'ONG, journalistes battaient des pieds dans le froid. Officiellement, 45.000 personnes sont accréditées, dont 11.500 délégués, 23.000 observateurs et environ 3.500 journalistes, alors que le centre a été installé pour 15.000 personnes. Car une négociation climat, c'est à la fois un exercice de diplomatie hors norme à 192 Etats et une gigantesque foire, où chaque ONG défend son projet, chaque Etat vante ses réalisations, chaque groupe de conférence organise ses conférences.

Côté discussions officielles, l'ambiance était plus que tendue. Dès le matin, les représentants africains, soutenus par les pays en développement, ont quitté la table des négociations, en dépit de l'urgence à faire avancer les textes avant l'arrivée des chefs d'Etat jeudi. La séance a été suspendue. Or, selon les règles des Nations unies, si un pays décide de quitter les négociations, il ne peut y avoir d'accord final. Trois heures plus tard, la présidente danoise de la conférence, Connie Hedegaard, réussissait à les convaincre de revenir négocier.

Marché de dupes

Ils lui reprochaient d'avoir tenté dimanche avec un petit groupe de pays de régler les questions les plus importantes : engagements et financements, en passant par-dessus le processus officiel de négociations onusiennes. Une question de procédures, mais aussi un avertissement aux acteurs majeurs : Européens, Américains et Chinois, pour leur rappeler qu'ils ne concluront aucun accord sans eux.

Deux textes sont négociés : l'un sous la bannière du protocole de Kyoto et l'autre sous celle de la Convention climat de l'ONU, simplement car les Etats-Unis ne font pas partie du protocole de Kyoto. Or certains Etats (Canada, Japon et certains membres de l'Union européenne) aimeraient abandonner le protocole de Kyoto pour rassembler tout le monde dans un texte unique. Mais les Africains craignent un marché de dupes : ils refusent comme une majorité de pays en développement la disparition du texte de Kyoto, dont la première période d'engagement

.../...

prend fin en 2012. Ils exigent de le prolonger sur 2012-2020. « *Le protocole de Kyoto est le seul instrument légalement contraignant. Le processus de ratification a pris sept ans. Nous ne lâcherons pas ce traité tant que nous n'aurons pas de certitudes sur l'adoption d'un prochain traité* », affirme l'Algérien Kamel Djemouai, au nom des Africains.

Pour se sortir de cette impasse, Connie Hedegaard a promis que l'accord final comprendrait deux décisions, l'une sous le protocole de Kyoto et l'autre sous la Convention climat des Nations unies, raconte le délégué du Gabon, Etienne Massard Makaga. Pendant ce temps, dans l'immense centre des congrès, chacun annonce ses initiatives et programmes. Le secrétaire d'Etat américain à l'Energie, Steven Chu, a par exemple annoncé le lancement de « *climate Redi* » un programme de 350 millions de dollars sur cinq ans pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans les pays en développement. Les Etats-Unis promettent de mettre 85 millions de dollars sur cette initiative et espèrent que d'autres pays viendront compléter le financement. Mais il s'agit d'un programme totalement privé, sans aucun lien avec la douloureuse question du financement global de la lutte contre le changement climatique.

Les pays en développement montrent les dents à Copenhague

Les représentants soudanais et algériens, qui s'expriment au nom du G77, ont affirmé haut et fort leur refus de sortir de la structure du protocole de Kyoto.

Le froid et le chaud a soufflé hier dans le centre de conférence de Copenhague lors de la première journée de la conférence des Nations unies sur le changement climatique. La voix très émue, Connie Hedegaard, présidente de la conférence, a martelé aux 1.200 délégués des 192 pays que *« jamais la volonté politique n'avait été aussi forte. Si nous ratons cette occasion, il n'est pas certain que cela se reproduise avant des années »*. Elle a rappelé les engagements annoncés par l'Inde, la Chine, la Corée du Sud, mais aussi l'Afrique du Sud, qui a promis hier de réduire la croissance de ses émissions de gaz à effet de serre et de se fixer pour but qu'elles atteignent un pic entre 2020 et 2025. Par la suite, la première puissance économique africaine propose de stabiliser ses émissions pendant environ une décennie puis de baisser à condition que l'Occident apporte son aide en particulier dans les domaines financier, technologique et de transfert de savoir-faire.

« Instrument contraignant »

Ces gestes de bonne volonté des pays en développement ne signifient pas qu'ils acceptent des objectifs contraignants. En effet, selon le texte du protocole de Kyoto, seuls les Occidentaux qui polluent depuis la révolution industrielle y sont soumis. Hier, les représentants soudanais et algériens, qui s'expriment au nom du G77 et de la Chine, ont affirmé leur refus de sortir de la structure du protocole de Kyoto, *« car c'est le seul instrument contraignant existant au monde et pour l'instant les Occidentaux n'ont pas démontré leur volonté d'agir »*. Le représentant américain a lui multiplié les gestes de bonne volonté, et a affirmé la volonté de son pays d'être *« constructif »*, et de participer au financement des 10 milliards de dollars d'aide rapide promise par an jusqu'en 2013 aux pays en développement. Dans le même temps, l'administration américaine annonçait sa volonté de faire entrer le CO2 dans la liste des produits nocifs (lire ci-dessous). Mais son représentant s'est en même temps montré ferme sur le fait que les pays émergents, fortement émetteur de CO2, doivent eux aussi agir et accepter un contrôle *« transparent et international »* de leurs politiques.

« Menace sans équivoque »

Le deuxième sujet épineux du jour a été la remise en question de la qualité des travaux du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC). A la suite du vol de milliers de courriers électroniques de scientifiques du Centre de recherche sur le climat (CRU) de l'université de East Anglia en Grande Bretagne (*« Les Echos »* du 7 décembre), le président

.../...

du GIEC Rajendra Pachauri a fait front. « *Nous disposons d'un historique d'évaluations transparentes et objectives sur plus de vingt et un ans, établies par des dizaines de milliers de scientifiques de tous les coins de la planète. Nous sommes transparents et objectifs et la menace du changement climatique est sans équivoque* », a-t-il répété. Une position que ne partage pas l'Arabie saoudite. « *Le niveau de confiance est affecté* », a crié le chef de la délégation saoudienne Mohammed al-Sabban chef de file les Etats producteurs de pétrole, l'OPEP. Et d'ajouter avant d'exiger une enquête internationale : « *Le Climategate va clairement affecter la nature de ce en quoi nous pouvons croire et les orientations qui seront prises dans les jours qui viennent.* » Les habitués des conférence climat répondent de leur côté que l'Arabie saoudite est bien connue pour réclamer inlassablement des compensations financières, car toute réduction de la consommation d'hydrocarbure suite à la mise en place de politiques climatique ferait perdre des revenus à l'OPEP. Ils mettent aussi en avant les recommandations du sérieux centre britannique Hadley pour qui les émissions mondiales doivent connaître un pic en 2015 puis décliner de 4 % chaque année si nous voulons avoir une chance d'éviter un réchauffement supérieur à deux degrés.

JULIE CHAUVEAU